

Référence Commerciale : 20180661909

Référence Financière : RE5-1801076/001002

N° Siret Client : 21110262900014

Date : 28/11/2018

Offre valable jusqu'au 28/05/2019

Contrat de raccordement au réseau de Distribution de gaz naturel

**PROJET : 11- narbonne-H0 -CREMATORIUM
CHEMIN DE SAINT-CRESCENT - DOMAINE STE
ROSE**

**NOM DU CLIENT :
MAIRIE DE NARBONNE (CNE NARBONNE)**

■ Identification des parties

ENTRE :

GRDF, société anonyme au capital de 1 800 745 000 euros dont le siège social est 6 rue de Condorcet-75009 Paris, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 444 786 511, représentée par MALINAUD Hugues dûment habilité à cet effet,

Ci-après dénommé « **GRDF** »,

ET :

MAIRIE DE NARBONNE (CNE NARBONNE)

- > dont le numéro SIRET est 21110262900014,
- > dont le siège social est situé à 10 QUAI DILLON 11100 - NARBONNE,
- > représentée par MOULY Didier dûment habilité à cet effet,

Ci-après dénommé **le « Client »**.

Sommaire

■ Identification des parties	2
■ Description générale du projet	4
■ Conditions particulières	5
Article 1 – Interlocuteurs	5
Article 2 – Caractéristique des ouvrages de raccordement à construire et autres travaux liés au projet ...	6
Article 3 – Prise d’effet du contrat	8
Article 4 – Prix	9
Article 5 – Modalités de paiement	10
Article 6 – Révisions des conditions financières	11
Article 7 – Délai d’exécution	12
■ Conditions générales	16
Définitions	16
Article 1 – Objet	17
Article 2 – Conditions de réalisation des Ouvrages de Raccordement	17
Article 3 – Service de Mise En Gaz Pour Essai (MEGPE) de l’installation intérieure des logements	17
Article 4 – Convention de servitude pour passage en domaine privé ou en propriété privée	17
Article 5 – Prix - Modalités de paiement	17
Article 6 – Information	17
Article 7 – Force majeure et circonstances assimilées	17
Article 8 – Responsabilité - Assurances	18
Article 9 – Révision du Contrat	18
Article 10 – Impôts et taxes	18
Article 11 – Durée	18
Article 12 – Cession	18
Article 13 – Concertation, litiges et droits applicables	18
Article 14 – Divers	18

■ Description générale du projet

Le client projette la construction de plusieurs bâtiments qui seront raccordés au réseau de Distribution publique de gaz. Cet ensemble immobilier est désigné ci-après par « Le Projet ».

Le présent contrat de raccordement concerne le projet 11- narbonne-H0 -CREMATORIUM situé : CHEMIN DE SAINT-CRESCENT - DOMAINE STE ROSE.

Le Projet se compose de:

- > 1 immeuble avec chaufferie
- ➔ Branchement CREMATORIUM

Extension de réseau 660m en PeØ110 MPB, racc sur PeØ63 MPB / RI 220ml en PØ63 MPB en remise gratuite (chemin de desserte sur parcelles privées) / 1 brt ind TER en PeØ40 MPB + poste G100 300 mbar à piston // Convention de desserte à établir .

La description des travaux nécessaires à l'alimentation en gaz du projet est précisée dans l'article 2 des Conditions Particulières: « Caractéristique des ouvrages de raccordement à construire et autres travaux liés au projet ».

■ Conditions particulières

Article 1 – Interlocuteurs

Pour toute question relative au contrat, les interlocuteurs sont :

Pour GRDF :

Interlocuteur GRDF	
Nom et prénom	PAGES Sylvie
Fonction	Responsable commercial
Adresse	66100 - PERPIGNAN
Tél. Fixe et mobile	0468399602 / 0680639162
Email	sylvie.pages@grdf.fr

Pour le Client :

Interlocuteur Client	
Nom et prénom	MOULY Didier
Adresse	10 QUAI DILLON 11100 - NARBONNE
Tél. Fixe et mobile	04 68 90 30 30
Email	communication@mairie-narbonne.fr

Dès signature du contrat, GRDF communiquera au client les coordonnées de l'interlocuteur technique en charge de l'exécution des travaux.

Article 2 – Caractéristique des ouvrages de raccordement à construire et autres travaux liés au projet

L'alimentation en gaz du projet nécessite les ouvrages suivants :

- Construction de 1 branchement individuel pour l'alimentation en gaz du bâtiment Branchement CREMATORIUM
 - Nombre de logements desservis par la chaufferie : 1
 - Les éléments techniques et financiers de ces ouvrages sont précisés dans la fiche B1

Les plans de masse, plans de situation, schémas d'alimentation en gaz des bâtiments, sont joints en Annexe du présent contrat.

FICHE DESCRIPTIVE B - BRANCHEMENT (S) INDIVIDUEL(S)

FICHE B1 - Branchement CREMATORIUM

Puissance installée 1728 kW

Les dispositions et modalités communes des travaux de branchement individuel, et notamment les Travaux à la charge du Client figurent en Annexe 1.

Réalisation du branchement individuel

Ces travaux seront réalisés sous la responsabilité de GRDF :

Longueur du branchement : 3 m en PE 32/40

Pression du réseau amont : MPB

Caractéristiques du poste de livraison :

Caractéristiques du poste de livraison			
Débit Poste ((n)m³/h)	160 m3/h	Pression de livraison (mbar)	300 mbar
Type de Compteur	G100	Nombre de lignes	Simple ligne
Télé relève	Oui	Correcteur	
Sortie poste	PE		

Détails des prestations	Quantité	Prix unitaire HT	Montant HT	Taux TVA	MONTANT TVA	MONTANT TTC
Brcht individuel de 16 à 650 m3/h	1	1 213,04€	1 213,04€	20,00 %	242,61€	1 455,65€
OUVRAGES REALISES EN REMISE GRATUITE	1	-1 213,04€	-1 213,04€	20,00 %	-242,61€	-1 455,65€
TOTAUX*			0,00€		0,00€	0,00€

*Y compris Frais Généraux quand ils sont applicables, conformément à l'Article 5 des Conditions générales

Travaux à la charge du client

Mise à disposition du génie civil du poste de livraison gaz par le client : Non.

Rétro planning prévisionnel

La Mise en Gaz du branchement interviendra dans un délai de 30 semaines après la signature du présent contrat et de la convention de desserte.

Ce délai est conditionné à la réalisation par le client des éventuels travaux à sa charge précisés ci-dessus et en Annexe 2.

Article 3 – Prise d’effet du contrat

Conformément à l’article 11 des Conditions générales, le présent Contrat prend effet au jour de sa signature par les Parties.

En attente du paiement d’un acompte, GRDF pourra engager les phases préparatoires aux travaux de raccordement. Toutefois, les travaux ne seront engagés qu’à réception du paiement de l’acompte.

Article 4 – Prix

La participation financière du client s'élève à 0,00€ TTC, suivant le détail ci-dessous :

Fiche / Article	Qté	Prix unit. HT	Montant HT	Taux TVA	Montant TVA	Montant TTC
B1 - Branchement CREMATORIUM <i>Branchement individuel</i>			0,00€		0,00€	0,00€
• Branchement individuel de 16 à 650 m3/h	1	1 213,04€	1 213,04€	20,00 %	242,61€	1 455,65€
• OUVRAGES REALISES EN REMISE GRATUITE	1	-1 213,04€	-1 213,04€	20,00 %	-242,61€	-1 455,65€
TOTAL GENERAL			0,00€		0,00€	0,00€

Si des travaux sont éligibles à un taux de TVA réduit, le Client retournera l'attestation correspondante disponible sur le site internet : www.impots.gouv.fr (rubrique documentation) à GRDF, dûment complétée, datée et signée afin de bénéficier du taux de TVA réduit, et il en conservera une copie.

Article 5 – Modalités de paiement

Le Client procédera au règlement du prix, majoré de la TVA applicable à la date de facturation, aux échéances suivantes :

- > un premier versement de 0.0% soit 0,00€ à la signature du présent Contrat,
 - ➔ le solde à la fin des travaux de Réalisation des ouvrages de raccordement, au plus tard à 45 jours fin de mois suivant la date d'émission de la facture.
- > S'il le souhaite, le Client pourra procéder au règlement de l'intégralité du prix, majoré de la TVA applicable à la date de facturation, en un seul versement, à la signature du présent Contrat. Il est précisé que cela ne donnera pas lieu à escompte.

Le client précisera l'adresse de facturation souhaitée.

Règlement

- > Par chèque bancaire : à l'ordre de **GRDF** transmis à l'adresse suivante, accompagné du contrat dans le cas où ce dernier est signé de manière manuscrite.
 - ➔ **GRDF DGP Pôle TPR - 7 bis Quai Port Neuf - CS 625 - 34535 Béziers Cedex**
- > Ou par virement à :
 - ➔ **BRED PARIS CHAMPERRET**
N° IBAN FR7610107001090031202032167
SWIFT/BRED BREDFRPPXXX
En veillant à rappeler les références : RE5-1801076
- > Ou par paiement électronique (prélèvement SEPA) avec le service de Paiement et Signature Electronique (PSE).

La Mise à disposition du gaz dans les logements de l'immeuble est subordonnée au paiement de la totalité du coût de raccordement.

En cas de désistement, le Client en informe immédiatement GRDF, par courrier recommandé avec avis de réception. Les dépenses engagées par GRDF à la date de notification du désistement seront dues par le Client.

Au cas où le client n'a pas démarré les travaux de son projet dans un délai de deux ans à compter de la date de sa signature, le contrat de raccordement devient caduc.

Si les dépenses engagées par GRDF sont supérieures au montant de l'acompte versé par le Client à la signature du Contrat, GRDF se réserve la possibilité de facturer un montant complémentaire correspondant au montant des dépenses engagées à la date de la notification du désistement déduction faite de l'acompte reçu à la signature du Contrat, sans préjudice du droit pour GRDF de demander des dommages-intérêts.

Article 6 – Révisions des conditions financières

Toute modification des éléments descriptifs du projet fournis par le client (augmentation des longueurs d'alimentation extérieur au projet, modification du nombre de logements, modification des tracés intérieurs, modification du phasage du projet, modification des besoins en gaz naturel prévisionnels, etc.) entraînera la réalisation d'une nouvelle étude technico-économique, et la révision, le cas échéant, des conditions financières telles que définies à l'article 4 « Prix » des présentes Conditions Particulières.

Dans le cas où le résultat de cette nouvelle étude serait favorable (c'est à dire dans le cas d'une baisse du coût des travaux à la charge du Client), les Parties conviennent de poursuivre le Contrat et de définir par voie d'avenant les nouvelles conditions financières.

Dans le cas où le résultat de la nouvelle étude technico – économique serait défavorable (c'est-à-dire impliquant une augmentation du coût des travaux à la charge du Client), le contrat pourra faire l'objet d'une résiliation de l'une ou l'autre des parties. A défaut, un avenant traduira les nouvelles conditions financières.

Article 7 – Délai d'exécution

Les délais d'exécution sont indiqués pour chaque ouvrage de raccordement dans les fiches descriptives correspondantes. Ceux-ci sont conditionnés aux éléments suivant :

- > que le nombre minimal de clients, éventuellement défini à l'article 3 ci-dessus, devant signer un contrat de raccordement sur l'Extension du réseau de distribution de gaz doit être atteint,
- > de l'achèvement de la réalisation des travaux à la charge du Client,
- > de la réception par GRDF des autorisations administratives de construire, des autorisations de passage et d'implantation,
- > le cas échéant de la signature des conventions de servitude telles que définies dans les Conditions Générales.

Fait en **deux exemplaires** originaux,
le 28/11/2018

Après avoir pris connaissance des conditions générales et particulières et des annexes.

Faire précéder la signature de la mention « **lu et approuvé** ».

Pour le Client

MOULY Didier

Pour GRDF

MALINAUD Hugues

NB : en cas de signature électronique, cette dernière est apposée dans une page supplémentaire ajoutée à la fin du présent contrat.

ANNEXE 1. DISPOSITIONS ET MODALITES COMMUNES DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT INDIVIDUEL

1 - Travaux à la charge du Client

Le poste de livraison est posé dans un local ou sur une dalle bétonnée. La réalisation du génie civil du poste est prise en charge par le Client. Afin d'assurer une bonne coordination avec la pose du poste de livraison par GrDF, le Client lui fournira préalablement des photos de la dalle ou du local terminé.

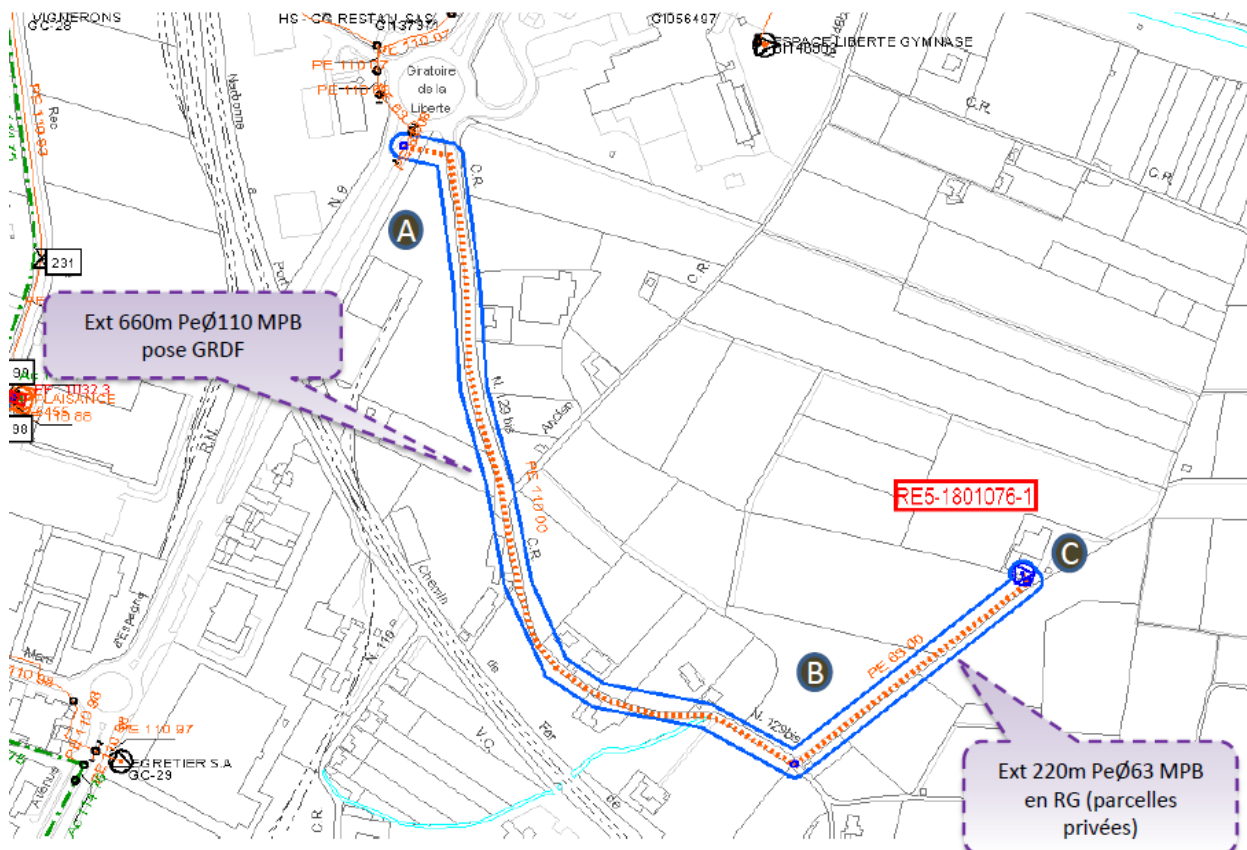
En cas de poste de livraison accolé à un bâtiment propriété du Client. Ce dernier prend en charge la fourniture d'une mise à la terre destinée aux liaisons équipotentielles des parties métalliques du poste suivant modalités fournies par GrDF.

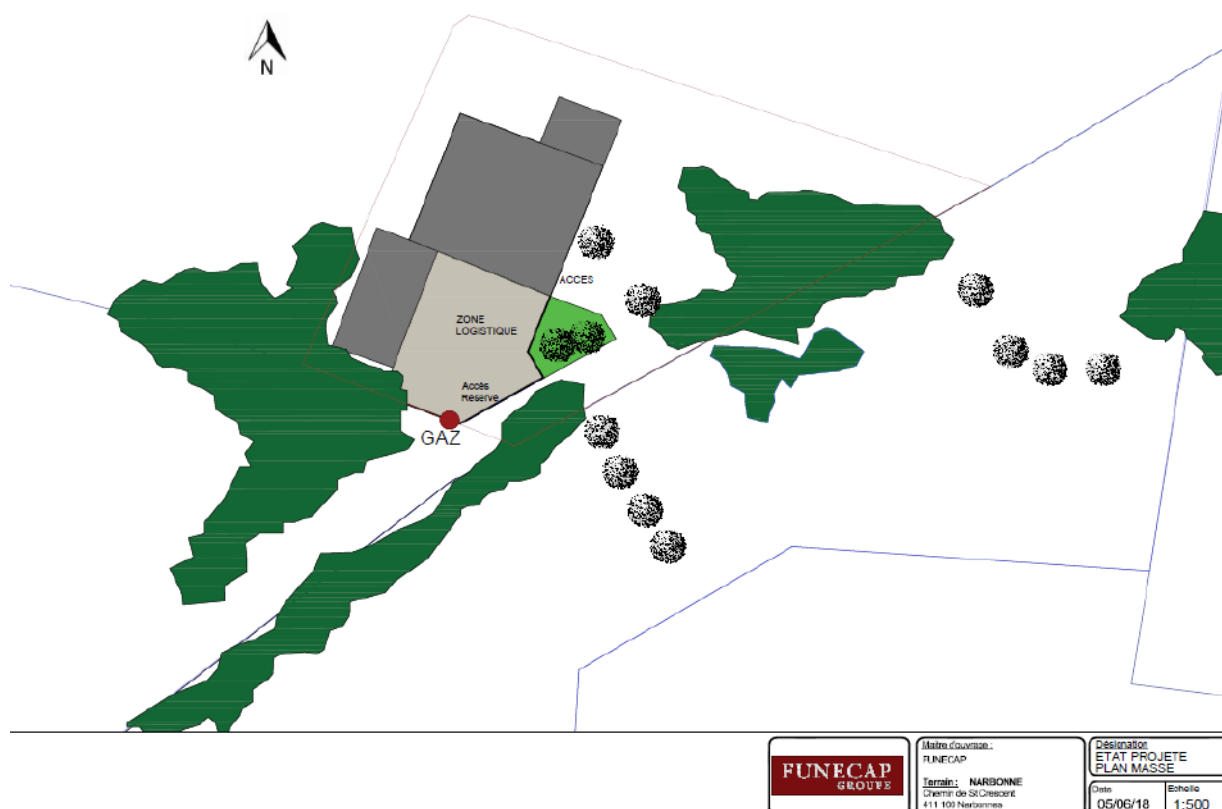
2- Liaisons équipotentielles

Les parties métalliques du poste de détente doivent être mises à la terre, une jonction est prévue à cet effet dans le poste, et la valeur R (résistance de la mise à la terre) doit être telle que :

R inférieur ou égal à 1 ohm avec terre commune si le poste est accolé à un transformateur d'électricité.

R inférieur ou égal à 100 ohms dans les autres cas.





■ Conditions générales

Définitions

Au sens du présent Contrat les termes ci-après sont définis de la manière suivante, au singulier comme au pluriel :

Branchement : conduite reliant une canalisation du Réseau de Distribution à l'organe de coupure général du collectif (dit 13.1 Arrêté du 2 Août 1977 modifié)

Catalogue des Prestations : liste, établie par GRDF, validée par la CRE, publiée sur le site Internet, www.grdf.fr, et disponible sur demande, des prestations proposées aux Clients et aux Fournisseurs ; y figurent les prestations de base couvertes par le Tarif d'Acheminement et d'autres prestations non couvertes par le Tarif d'Acheminement, dont le prix est indiqué.

Conduite d'immeuble (CI) : dans les immeubles collectifs, tuyauterie d'allure horizontale faisant suite au branchement d'immeuble collectif et alimentant une ou plusieurs conduites montantes.

Conduite montante (CM) : tuyauterie verticale pour la plus grande partie, raccordée à la conduite d'immeuble et alimentant les différents niveaux de cet immeuble

Client : toute personne, physique ou morale, ou son représentant ayant accepté le présent Contrat

Commission de Régulation de l'Energie (CRE) : Autorité administrative indépendante chargée de veiller au bon fonctionnement des marchés de l'électricité et du gaz en France.

Conditions Générales : les conditions générales du présent Contrat

Conditions Particulières : les conditions particulières du présent Contrat

Consommateur Final : personne physique ou morale liée à GRDF par les conditions standards de livraison

Contrat : le Contrat de raccordement, objet des présentes. Il est constitué de Conditions Générales et de Conditions Particulières.

Contrat de Fourniture : contrat conclu entre un Consommateur Final et un Fournisseur, en application duquel le Fournisseur vend une quantité de Gaz au Consommateur Final

Contrat de Livraison (Contrat de Livraison Direct ou Conditions Standard de Livraison) : contrat conclu entre GRDF et un consommateur final, fixant les conditions d'alimentation en Gaz.

Fournisseur : titulaire d'une autorisation délivrée par le ministre chargé de l'énergie. La liste des fournisseurs de gaz figure sur le site internet d'Energie-info, à l'adresse :

<http://www.energie-info.fr/pratique/liste-des-fournisseurs>

GRDF : gestionnaire du Réseau de Distribution de gaz naturel

Extension de réseau : portion supplémentaire de canalisation de distribution publique à construire depuis la localisation existante au jour de signature du Contrat jusqu'au droit du Branchement envisagé. L'Extension fait partie du Réseau de Distribution.

Gaz : gaz naturel répondant aux prescriptions réglementaires

Installation Intérieure : ensemble des ouvrages et installations situés en aval du compteur ou à défaut de l'organe de coupure individuel en l'absence de compteur

Local du Poste de Livraison : local ou armoire contenant le Poste de Livraison ou socle sur lequel est installé le Poste de Livraison.

Local technique gaz : local où sont groupés les compteurs de gaz desservant les logements d'un immeuble collectif.

Mise en Service : opération consistant à rendre durablement possible un débit permanent de Gaz dans une installation

Ouvrages Collectifs : ouvrages réalisés à l'intérieur d'un bâtiment afin d'alimenter des logements d'habitation en gaz. Il s'agit de CICM, PTGE ou local technique, décrits dans les présentes définitions.

Ouvrages de Raccordement : ensemble des ouvrages assurant le raccordement de l'installation intérieure du Client au Réseau préexistant. Les Ouvrages de Raccordement sont constitués en tout ou partie de l'Extension, du Branchement et, en cas de raccordement d'immeubles avec des logements chauffés individuellement au gaz, de la CI/CM

Le raccordement hors CI/CM est constitué par un branchement et, le cas échéant, une extension. Le branchement désigne l'ouvrage assurant la liaison entre la canalisation de distribution publique existante (ou l'extension envisagée de cette dernière) et la bride amont du poste (ou l'organe de coupure générale situé en limite de propriété). L'extension désigne la portion supplémentaire de canalisation de distribution publique à construire depuis sa localisation actuelle jusqu'au droit du branchement envisagé.

Partie : le Client et GRDF, ensemble ou séparément selon le cas

Placard Technique Gaz Equipé (PTGE) : volume, fermé par une porte, réservé exclusivement aux équipements gaz, situé contre le bâtiment contenant au plus 10 compteurs (uniquement en cas de rénovation). Les dimensions de ce placard ne permettent pas d'y séjourner porte fermée.

Point de Livraison : point où GRDF livre du Gaz en application d'un Contrat de Livraison. Le Point de Livraison est la bride aval du Poste de Livraison ou, en cas d'absence de Poste de Livraison, la bride aval du Compteur.

Pression de Livraison : pression relative du Gaz au Point de Livraison

Prix : rémunération de la Réalisation des Ouvrages de Raccordement définis dans les Conditions Particulières

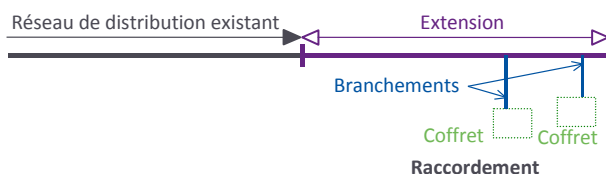
Réalisation : étude et construction d'un Ouvrage de Raccordement

Réseau de Distribution : ensemble d'ouvrages, d'installations et de systèmes exploités par ou sous la responsabilité de GRDF, constitué notamment de canalisations, de branchements, d'organes de détente, de sectionnement, à l'aide duquel GRDF réalise l'acheminement de Gaz

Robinet 13.2 (Arrêté du 2 Août 1977 modifié) : organe de coupure individuelle situé avant le point d'entrée de la tuyauterie dans le logement desservi et au même niveau que celui-ci

Service MEGPE : Service de Mise en Gaz pour Essais. Le service consiste à mettre en gaz l'installation intérieure de chaque logement équipé d'une solution individuelle de gaz naturel pour s'assurer du démarrage des appareils de chauffage et/ou production d'eau chaude, puis à laisser l'installation en maintien d'alimentation, à disposition du futur occupant du logement consommateur final.

Tarif d'Acheminement : tarif d'utilisation du Réseau de Distribution, fixé par arrêté ministériel publié au Journal Officiel de la République Française.



Article 1 – Objet

Le Contrat a pour objet de déterminer les Conditions Particulières et les Conditions Générales dans lesquelles GRDF assure la Réalisation des Ouvrages de Raccordement ainsi que toutes opérations ou tous actes permettant cette Réalisation.

Le présent Contrat comprend les pièces contractuelles suivantes :

- Les Conditions Générales
- Les Conditions Particulières et leurs Annexes

Article 2 – Conditions de réalisation des Ouvrages de Raccordement

GRDF exécute ou fait exécuter, sous sa responsabilité, la Réalisation des Ouvrages de Raccordement, dont les caractéristiques sont définies aux Conditions Particulières, sous réserve que les conditions cumulatives définies à l'article « Délai d'exécution » des Conditions Particulières soient réunies.

Article 3 – Service de Mise En Gaz Pour Essai (MEGPE) de l'installation intérieure des logements

Le Service de Mise en Gaz pour Essai (MEGPE) est systématiquement mis en œuvre pour tout programme immobilier collectif comportant au moins 3 logements équipés de chauffage individuel au gaz. Ceci à moins d'avis contraire du Client notifié à GRDF dans le mois suivant la signature du contrat.

Déroulement du Service MEGPE :

Les opérations de mise en gaz pour essais comportent trois phases :

vérifications initiales et collecte des certificats de conformité par GRDF, en vue de mettre le gaz à disposition de l'installateur
essai des appareils gaz par l'installateur
vérification de l'étanchéité apparente de l'installation, dépose de la brochure « Mise en service de votre installation au gaz naturel » et relève de l'index par GRDF

La présence de l'installateur ou du fabricant des appareils gaz est indispensable au long de toutes les opérations de mise en gaz pour essais.

Conditions préalables au Service MEGPE :

- les conduites d'immeubles et conduites montantes éventuelles ont été remises, conformément à l'article Remise d'ouvrage ci-dessus, à GRDF qui les a mises en gaz.
- le Client fournit à GRDF les certificats de conformité des installations intérieures modèle 2, établis par l'installateur et visés par un organisme agréé.
- les appareils à gaz sont installés, raccordés et prêts à fonctionner
- les logements faisant l'objet du service doivent impérativement être alimentés en électricité, et en eau.

Conditions d'utilisation du Service MEGPE :

La consommation de gaz naturel est purement temporaire (1 ou 2 jours) et ne peut, en aucun cas, être utilisée pour un préchauffage des logements. Toute utilisation du service à d'autres usages que celui pour lequel il est proposé donnera lieu à une facturation du Client, des volumes de gaz consommés, selon les modalités définies dans la « procédure client consommant sans fournisseur » de la CRE, disponible sur son site internet <http://www.cre.fr/>.

Le Client accepte le Service MEGPE. GRDF s'engage à contacter le Client pour programmer le service au plus tard 1 mois avant la livraison des logements. Le Client, de son côté, s'engage à fournir à GRDF 1,5 mois avant la date de livraison des logements les références des logements concernés par le Service (numéros de PCE, repérages des robinets de branchements particuliers).

La date de début des essais et la durée prévisionnelle sont fixées par les Parties et l'installateur concerné.

A l'issue de ces essais, pour chaque logement dont l'installation intérieure a été testée :

- L'index est relevé. Il servira d'index de démarrage pour le contrat du premier occupant,
- Une plaquette d'information est laissée dans le logement : elle mentionne les références du logement et explique au futur occupant qu'il peut d'ores et déjà disposer du gaz, en lui indiquant toutefois qu'il doit souscrire dans les 48h un contrat auprès d'un des fournisseurs de gaz dont la liste lui est fournie et qui figure sur le site internet de la CRE.

Dans le cadre du Service MEGPE, le Client s'engage à informer le futur occupant du logement des démarches qu'il doit engager pour souscrire un contrat de fourniture auprès d'un fournisseur de gaz naturel.

A noter que :

- Le coût du service de MEGPE est inclus dans le montant des travaux de raccordement.
- La mise en service définitive des installations de chaque logement sera facturée à chaque occupant.

Si le logement reste vacant après la MEGPE, son alimentation en gaz naturel ne peut être maintenue par GRDF plus de 10 semaines. Dans un tel cas, le robinet 13.2 est alors condamné fermé. Une coupure de l'alimentation du logement vacant peut être réalisée quelques jours avant l'échéance.

Dans ces deux cas, l'intervention d'un technicien est nécessaire pour effectuer la remise en service de l'installation à la demande du fournisseur.

Article 4 – Convention de servitude pour passage en domaine privé ou en propriété privée

En cas d'implantation d'un ou plusieurs Ouvrages de Raccordement en domaine privé ou en propriété privée, le Client fait son affaire de l'obtention de l'accord du ou des propriétaires des terrains traversés ou sur lesquels seront implantés lesdits ouvrages.

Chaque propriétaire concerné consent expressément à GRDF une servitude pour établir à demeure, dans l'emprise de son terrain, les Ouvrages de Raccordement.

Toute convention de servitude est établie devant notaire ou sous seing-privé puis réitérée devant notaire, sur simple demande de GRDF, conformément au modèle fourni, le cas échéant, par GRDF et sera publiée au bureau des hypothèques aux frais du Client.

Article 5 – Prix - Modalités de paiement

Le Prix est fixé aux Conditions Particulières. Les modalités de calcul du prix du raccordement du projet du Client est défini selon le Catalogue des Prestations de GRDF. Ce prix est défini en fonction :

- De la longueur du branchement, suivant qu'il est inférieur ou égal à 15m ou qu'il est supérieur,
- De la nécessité de travaux d'extension ou sans extension,
- Du débit inférieur ou égal à 650m³ /h ou supérieur.

Il est précisé que le prix ainsi défini peut comporter des frais conformément au cahier des charges de Concession pour la distribution publique de gaz naturel applicable. Celui-ci peut notamment prévoir que les frais facturés au Client pour tous les travaux réalisés sous maîtrise d'ouvrages GRDF comprennent les dépenses directes augmentées des frais généraux de GRDF.

Le Prix comprend les frais du Service MEGPE mis en œuvre en cas de raccordement d'immeuble avec des logements chauffés individuellement au gaz.

Le Prix ne comprend ni les frais de Mise en Service, ni aucune autre prestation relevant d'autres Contrats. Les prix de ces prestations sont définis dans le Catalogue des Prestations.

Le Prix est réglé par le Client selon les modalités et conditions convenues aux Conditions Particulières.

Le Client dispose d'un délai de 10 (dix) jours calendaires à compter de la réception de la facture pour en contester le montant. Passé ce délai, la facture est réputée acceptée.

Si le Client conteste tout ou partie du montant d'une facture, il doit néanmoins verser l'intégralité du montant de la facture dans les conditions prévues ci-avant, sauf en cas d'erreur manifeste de GRDF.

Conformément à l'article L441-6 du code du commerce, tout retard de paiement entraînera l'application, de plein droit, de pénalités de retard d'un montant égal à trois fois le taux d'intérêt légal ainsi que d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante 40 Euros.

Ces pénalités et indemnité forfaitaire sont exigibles le jour suivant la date de règlement prévu. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire susmentionnée, GRDF peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

Article 6 – Information

Lors de la conclusion du Contrat, chaque Partie désigne un représentant responsable de la bonne exécution du Contrat.

Les Parties se tiennent mutuellement informées, à tout moment et dans les meilleurs délais, de tout événement ou circonstance ou information de quelque nature que ce soit susceptible d'avoir une incidence significative sur l'exécution du Contrat.

Article 7 – Force majeure et circonstances assimilées

Les parties sont déliées de leurs obligations respectives au titre du Contrat dans les cas et circonstances ci-après pour la durée et dans la limite des effets desdits cas et circonstances sur lesdites obligations :

- cas de force majeure, entendu comme tout événement extérieur à la volonté de la Partie qui l'invoque, et ne pouvant être surmonté par la mise en œuvre des efforts auxquels

celle-ci est tenue, ayant pour effet d'empêcher l'exécution par ladite Partie de tout ou partie de l'une quelconque de ses obligations découlant du Contrat ;

- grève mais dans la seule hypothèse où celle-ci revêt les caractéristiques de la force majeure telle que définie à l'alinéa (a) ci-avant ;
- circonstance ci-après, sans qu'elle ait à réunir les critères énoncés à l'alinéa précédent, dans la mesure où sa survenance affecte la Partie qui l'invoque et l'empêche d'exécuter tout ou partie des obligations qui lui incombent au titre du Contrat :
 - bris de machine ou accident d'exploitation ou de matériel,
 - fait d'un tiers dont les conséquences ne peuvent être surmontées par ladite Partie, fait de l'Administration ou des Pouvoirs Publics,
 - fait de guerre ou attentat.

La Partie qui invoque un événement ou circonstance visé au présent article doit fournir à l'autre Partie dans les meilleurs délais, par tous moyens, toute information utile sur cet événement ou circonstance et sur ses conséquences.

La Partie concernée prend toute mesure raisonnable permettant de minimiser les effets de l'événement ou de la circonstance visée au présent article et s'efforce d'assurer le plus rapidement possible la reprise normale de l'exécution du Contrat.

Pendant la période d'interruption d'exécution de ces obligations, la Partie concernée informe l'autre Partie des conséquences de l'événement ou de la circonstance considérée sur la réalisation de ses obligations, des mesures qu'elle entend prendre afin d'en minimiser les effets sur l'exécution du Contrat, du déroulement de la mise en œuvre de ces mesures, du délai estimé pour la reprise de l'exécution normale de ses obligations contractuelles et de la date de cessation de l'événement.

Article 8 – Responsabilité - Assurances

8.1 - Responsabilité à l'égard des tiers

GRDF et le Client supportent, chacun en ce qui le concerne, toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'ils encourrent en vertu du droit commun à raison de tous dommages, de quelque nature que ce soit, causés aux tiers à l'occasion de l'exécution des obligations qui leur incombent respectivement dans le cadre du Contrat.

8.2 - Responsabilité entre les Parties

En cas de manquement prouvé à l'une quelconque de ses obligations au titre du Contrat, le Client ou GRDF engage sa responsabilité envers l'autre Partie, à laquelle il doit indemnisation des dommages matériels ou immatériels directs subis de ce fait.

L'indemnisation due au Client ou à GRDF est toutefois limitée, par événement, à 150 000 (cent cinquante mille) euros, et par année civile, à deux fois ce montant ; chacune des Parties renonce, et se porte fort de la renonciation de ses assureurs, à tout recours contre

l'autre Partie et/ou ses assureurs au-delà de cette limite.

Il est rappelé que l'Installation Intérieure est réalisée et entretenue sous la responsabilité de son propriétaire ou de toute personne à laquelle aurait été transférée la garde de ladite installation.

Le Client définit et réalise à ses frais les actes d'exploitation nécessaires sur son Installation Intérieure.

8.3 - Assurances

Les Parties doivent souscrire à leurs frais, chacune en ce qui la concerne, les polices d'assurance nécessaires à la couverture des risques pesant à leur charge du fait de l'inexécution ou de l'exécution incomplète de leurs obligations respectives au titre du Contrat.

Chacune des Parties s'engage à obtenir de ses assureurs, dans ce cadre, un abandon des droits de subrogation des dits assureurs dans la limite des renonciations à recours visées au présent article.

GRDF a souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle auprès d'AXA CORPORATE SOLUTION ASSURANCE, société anonyme de droit français régie par le code des assurances, dont le siège social est 4 rue Jules Lefebvre – 75426 Paris Cedex 9.

Article 9 – Révision du Contrat

Toute modification du projet ayant pour effet de modifier le tracé du raccordement ou ses caractéristiques techniques (débit, pression de livraison), est susceptible de remettre en cause les conditions techniques et financières du contrat.

Dans l'hypothèse où des dispositions législatives ou réglementaires nouvelles susceptibles de s'appliquer directement ou indirectement au Contrat entreraient en vigueur pendant la période d'exécution du Contrat, les Parties conviennent de se rapprocher afin de définir ensemble la suite à donner à l'exécution du Contrat.

A cet égard, les Parties feront leurs meilleurs efforts pour adapter le Contrat à la nouvelle réglementation en vigueur dans un délai de 30 (trente) jours à compter de la date d'entrée en vigueur des dispositions sus-visées. Dans le cas où une telle adaptation ne s'avérerait pas possible ou dans le cas où les dispositions législatives ou réglementaires nouvelles soumettraient le contenu du Contrat au respect de procédures administratives préalables, les Parties conviennent qu'elles disposent chacune d'une faculté de résiliation anticipée du Contrat de plein droit.

Article 10 – Impôts et taxes

Les Parties supportent, chacune pour ce qui la concerne, les impôts et taxes leur incombant en application de la réglementation en vigueur, sous réserve des paragraphes ci-après :

- la taxe foncière, la redevance d'occupation du domaine public et la contribution économique territoriale concernant les Ouvrages de Raccordement et le Local du Poste de Livraison sont à la charge du Client. Dans le cas

où elles seraient acquittées par GRDF, elles seront remboursées par le Client à GRDF sur justificatifs fournis par ce dernier.

- les montants dus par le Client tels que définis au Contrat sont majorés de toute taxe ou prélèvement de même nature résultant de la réglementation à tout moment.

Article 11 – Durée

Sauf stipulation expresse contraire, le Contrat prend effet au jour de sa signature par les Parties. Il prend fin au paiement du solde des travaux sans préjudice de l'article 15.d des présentes Conditions Générales.

Article 12 – Cession

Chaque Partie ne peut céder ses droits et obligations au titre du Contrat qu'avec l'accord préalable et écrit de l'autre Partie. L'autre Partie ne peut s'y opposer que pour de justes motifs.

Article 13 – Concertation, litiges et droits applicables

Les Parties se réunissent chaque fois que nécessaire pour la bonne exécution du Contrat. Le cas échéant, la fréquence de telles réunions est prévue dans les Conditions Particulières.

Les Parties s'efforcent de résoudre à l'amiable tout litige relatif à la formation, la validité, l'exécution ou l'interprétation du Contrat.

À défaut d'accord amiable, ces litiges sont soumis à l'appréciation du Tribunal de Commerce de Paris.

En application de la loi, la CRE peut être saisie par l'une des parties en cas de différend entre un opérateur de réseau et ses utilisateurs lié à l'accès au réseau, aux ouvrages et aux installations ou à leur utilisation, notamment en cas de refus d'accès ou de désaccord sur la conclusion, l'interprétation ou l'exécution des Contrats et protocoles.

Le Contrat est soumis au droit français tant sur le fond que sur la procédure applicable.

Article 14 – Divers

- À la date de son entrée en vigueur, le Contrat constitue l'intégralité des obligations respectives des Parties relatives à son objet. Il met fin à toutes lettres, propositions, offres et conventions remises, échangées ou signées entre les Parties antérieurement à la signature du Contrat et portant sur le même objet.
- En cas de contradiction entre les Conditions Générales et les Conditions Particulières, les Conditions Particulières prévalent.
- Nonobstant toute traduction qui puisse en être faite, signée ou non, la langue faisant foi pour l'interprétation et/ou l'exécution du Contrat est le français.
- A l'expiration du Contrat quelle qu'en soit la cause, toute disposition du Contrat ayant vocation à s'appliquer après l'expiration du Contrat demeurera en vigueur.

